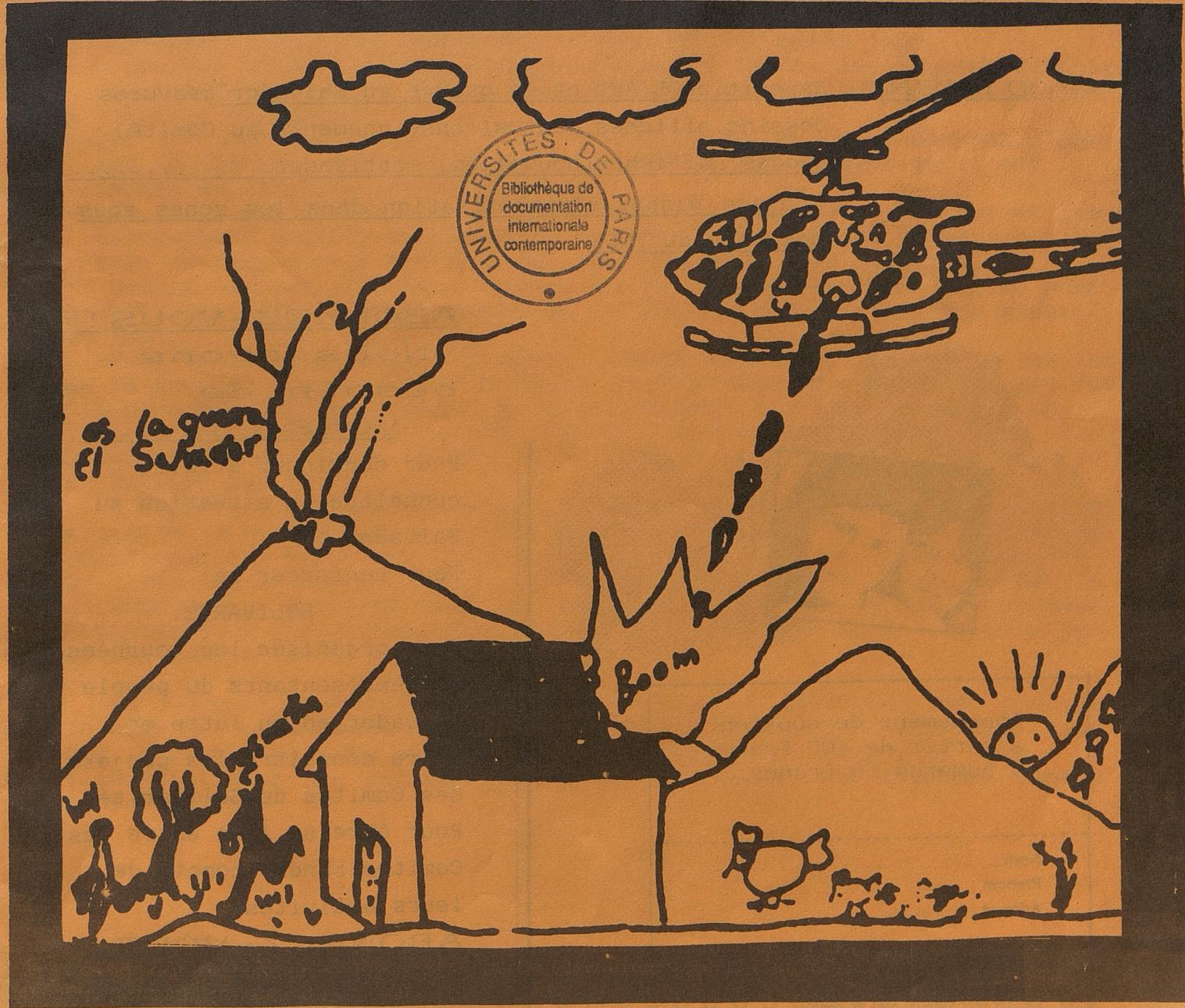


informations

10F.

# El Salvador

UNITE NATIONALE DES TRAVAILLEURS  
DROITS DE L'HOMME  
VIVRE SOUS LES BOMBES



Comité de Solidarité avec le Salvador: Tél/45-55-25-54  
68 rue de Babylone 75007 Paris

N° 4  
Mai 86

4° P. 10951

Imprimerie Spéciale

MATERIEL DISPONIBLE

ATTENTION

Permanence du Comité: Les MARDIS SOIR (45.55.25.54)

Adresse: 68 rue de Babylone 75007 Paris (M<sup>o</sup> St François Xavier)

A LIRE: 1985: Le Mouvement de Masse au Salvador: étude faite par le Cedet (Université Nationale de San Salvador (traduction, 17F port compris)  
Le Processus salvadorien dans la presse nationale et internationale (élaboré par le CSI du FDR/FMLN) photocopies (20F) port compris  
Faire Vivre le Salvador Libre (français): 10F + port  
NOUVEAU: Lots de 8 cartes postales (24F, couleurs)  
Porte clé couleur (10F)

DIVERS: Exposition "L'Art et la guerre au Salvador" gravures, dessins, affiches, photos (renseignements au Comité)  
Badges affiches (nouvelles) artisanat.....  
Montage diapos/alphabétisation dans les zones sous contrôle du FMLN



Abonnement de soutien,  
à partir de 100 Francs  
5 numéros 50 Francs.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
Somme versée : .....

Comité de solidarité avec le peuple  
d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7<sup>e</sup>  
 Abonnement seul  
 Soutien

ABONNEZ-VOUS!

Nous avons  
besoin de  
VOUS!.....

Pour continuer à faire  
connaître la situation au  
Salvador.

Pour renforcer la  
SOLIDARTE.

Pour organiser les tournées  
de représentants du peuple  
salvadorien en lutte et  
faire connaître les projets  
des Comités de Solidarité  
Pour être un lien entre les  
Comités, rendre compte de  
leurs activités.

ABONNEZ-VOUS,  
SOUTENEZ-NOUS!

UNE VÉRITABLE FORCE SOCIALE

Chaque mois qui passe montre avec quel acharnement, Napoleon Duarte et l'administration nord-américaine s'affrontent aux espoirs de paix de justice sociale et d'indépendance nationale du peuple salvadorien.

Alors qu'il n'est plus nécessaire de faire la preuve de l'origine nationale du conflit salvadorien, Duarte, vient, obéissant ainsi aux consignes du Pentagone, de proposer que la solution politique au conflit du Salvador deviennent une simple monnaie d'échange dans le cadre d'une négociation régionale, où les sandinistes seraient amenés à reconnaître formellement la "Contra" nicaraguayenne.

Comme personne ne s'attend à ce que les Sandinistes acceptent ce chantage absurde, l'Administration Reagan vient de solliciter pour l'année fiscale 1987 un accroissement de 25% des programmes d'aide militaire pour l'Amérique Centrale; ce qui se traduirait pour le Salvador par un montant de 163 Millions de dollars (non compris une aide "économique" à destination principalement militaire de 377,7 millions de dollars).

La guerre contre la population s'accroît jour après jour:  
- à travers la dévaluation, l'augmentation des impôts, les hausses de prix, (voir interview UNTS), il est "demandé" aux travailleurs de "participer à l'effort de guerre"

- avec les raffles de jeunes dans les villages et les faubourgs, c'est aux adolescents déjà massivement touchés par le chômage qu'il est imposé de payer un tribut sanglant.

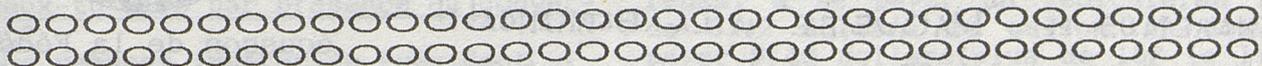
- avec les bombardements, les pilonnages d'artillerie, les captures et les délogements massifs de populations, ce sont les paysans, en particulier ceux des zones sous contrôle, qui sont les premières victimes.

Depuis janvier, plusieurs opérations de grande envergure ont eu pour objectif principal le délogement de ce que l'armée appelle "les masses" du FMLN.

Pour "Venceremos", organe du FMLN, l'opération "Phénix", qui du 10 janvier au 14 février a eu pour but de "faire le vide" dans la zone de Guazapa, fut "la première depuis le début de la guerre, pour laquelle l'armée a mobilisé 10% de ses effectifs, parmi lesquels trois bataillons d'élite, stationnant un mois dans la même zone, le tout avec un coût d'un million de dollars par jour".

A plusieurs reprises, Monseigneur Rivera y Damas, qui ces derniers temps a visité la population des zones sous contrôle du FMLN, à Guazapa et au Chalatenango, a pris position pour que cessent les bombardements et que soit étudiée la possibilité de retour des déplacés sur leurs terres; le CRIPDES (Comité Chrétien pour les personnes déplacées) et de nombreuses organisations religieuses aux Etats Unis et dans le Monde ont pris position dans ce sens.

En France, plusieurs comités, associations et syndicats ont envoyés lettres et télégrammes de protestations. La solidarité doit agir pour que le peuple salvadorien puisse choisir son propre chemin, et dans l'immédiat, pour que cessent les bombardements et les attaques contre la population.



# MOUVEMENTS DE MASSE

## UNE VERITABLE FORCE SOCIALE

### UNITE NATIONALE DES TRAVAILLEURS

Récemment, Julio Cesar Portillo, membre du Comité Exécutif de l'Unité Nationale des Travailleurs Salvadoriens, et, Secrétaire Général de l'Association Nationale des Enseignants Salvadoriens (ANDES 21 Juin), s'est rendu en Europe, nous avons pu l'interroger lors de son passage à Paris.

En avril 1985 naissait le Comité Premier Mai(1), aujourd'hui apparaît l'Unité Nationale des Travailleurs Salvadoriens (UNTS); quel progrès représente la formation de cette nouvelle organisation?

Depuis sa fondation le Comité 1er Mai a mené un travail systématique et permanent de solidarité avec tous les autres syndicats et a manifesté sa présence lors de chaque événement important de la vie nationale; que ce soit pour l'Anniversaire du Dialogue de La Palma, le 15 octobre, ou lors de la Marche pour la Paix en Amérique Centrale, etc...

Dans la première moitié de janvier des discussions se sont ouvertes entre différentes organisations syndicales et associatives, afin de créer une structure unitaire des travailleurs que permette de développer de meilleurs niveaux de coordination des luttes, de meilleurs niveaux de solidarité des travailleurs des diverses branches, aussi bien à la campagne que dans les villes; et, qui puisse être l'instrument porteur des revendications de la population en général.



¡¡¡ ECHAREMOS EL "PAQUETE" A LA BARRANCA!!!

Nous jetterons le "Paquet" dans le précipice!  
extrait de "Voz Campesina"  
Bulletin de FEDECOPADES

Parmi ces exigences; que le gouvernement poursuive le Dialogue avec le Front Farabundo Marti de Libération Nationale-Front Démocratique Révolutionnaire, afin de trouver une solution qui permette de bâtir la paix au Salvador, afin aussi de que nous récupérions notre Souveraineté Nationale, et fassions pression sur la Démocratie Chrétienne, afin que si les Etats Unis tiennent absolument à nous aider, qu'ils le fassent en finançant des programmes sociaux et non en prolongeant la guerre.

#### SURVIVRE

Le 8 février, à l'initiative de la Confédération des Associations Coopératives du Salvador (COACES) et de l'Unité Populaire Démocratique (UPD) - qui a retiré son appui au gouvernement démocrate chrétien, en particulier en raison du non respect du Pacte Social(2) - et, l'Association Générale des Employés des Finances, convoquèrent les autres syndicats, Coopératives et associations à une ASSEMBLEE NATIONALE POUR LA SURVIE DES TRAVAILLEURS sur la place José Simeon Cañas, face à l'Assemblée Législative(3).

Environ 1300 délégués de multiples organisations s'y réunirent.

Lors de cette assemblée, fut élu le Comité Exécutif de l'UNTS, composé, dans l'immédiat de 2 responsables de COACES, 2 de l'UPD, 2 de la Centrale des Travailleurs Salvadoriens (CTS), 1 de AGEMHA(4), 1 du Syndicat des Travailleurs de la Sécurité Sociale (STISS), 1 de ANDES (pour le Comité 1er Mai).

Y furent approuvées 11 propositions qui permettent de chercher une solution à la crise nationale et à la situation des travailleurs; une manifestation pour le 21 février fut décidée.



écusson de la Fédération des Coopératives de Production agricole et d'élevage (Fédécoopades)

VERS  
80  
à ce  
grand  
parco  
-pat  
Ma  
ni l  
de re  
O  
conce  
les  
te e  
les  
et d  
A  
sible  
d'ar  
Nati  
vado  
un F  
pour  
et e  
tair  
à ma  
ques  
de  
poli  
les  
gran  
ment  
Que  
neme  
N  
Duar



oo

Bulletin de l'UNTS  
édition spéciale

oo

VERS UN FORUM NATIONAL

80 000 personnes environ prirent part à cette manifestation, sans compter un grand nombre d'observateurs qui, sur le parcours exprimaient clairement leur sympathie.

Malgré cet appui, ni le gouvernement, ni l'Assemblée Nationale n'ont accepté de rencontrer l'UNTS.

Or les mesures que proposent l'UNTS, concernent étroitement les travailleurs, les paysans, les coopérativistes, la petite et moyenne entreprise, les déplacés, les prisonniers, les familles de disparus et de prisonniers politiques etc...

A la suite de ces refus, il a été possible d'élargir l'audience de l'UNTS et d'arriver à un accord avec la Fédération Nationale de la Petite Entreprise du Salvador (FENAPES), dans le but d'impulser un Forum National pour les 3-4-5 avril pour analyser la situation nationale et étudier les moyens d'un travail unitaire. Je crois, que cet événement auquel, à ma connaissance étaient attendus quelques 800 délégués de différents secteurs de la population, y compris les partis politiques, les églises, les intellectuels les universités, les petites, moyennes et grandes entreprises et même le gouvernement, sera un succès.

Que veux-tu dire par présence du gouvernement?

Nous pensons inviter le Président Duarte, ou, au moins qu'il envoie un repré-

sentant pour présenter son point de vue sur la situation nationale et permettre ainsi au FORUM de se faire une idée précise.

Que signifie el "Paquetazo" (5) pour les travailleurs? Comment y a répondu l'UNTS?

Tout le monde est convaincu que le programme de stabilisation et de réactivation économique qu'a mis en oeuvre le Président Duarte depuis le 1er février, est le fruit des pressions du FMI et des Agences nord américaines de financement (AID, BID, etc).

C'est aussi un des moyens de pression de l'Administration des Etats Unis sur le gouvernement salvadorien pour que la guerre soit financée, non seulement par l'aide extérieure (eux mêmes) mais aussi par les ressources que ce dernier récupère sur le dos du peuple salvadorien.

En réalité, aucun secteur de la population ne peut appuyer ces mesures. En quelques mots; le programme de réactivation surnommé le "Paquet économique" contient: la dévaluation de 100% de la monnaie, impliquant le doublement du prix des importations, matières premières, pièces de rechange, médicaments, engrais, etc.

Ceci signifie que tous les produits qui sont fabriqués à partir de ces marchandises importées, vont aussi doubler. Et la principale victime sera le consommateur, le travailleur, la population en général. Même les Petites et Moyennes entreprises sont touchées car elles ont besoin de certaines importations, effectuées en règle générale à crédit, et, si ces crédits doublent aussi, leurs dettes augmentent d'autant, leur portant un sérieux coup.

Les produits pétroliers ont augmenté de +51%, atteignant de plein fouet le "panier de la ménagère", car tout est transporté, absolument tout, donc automatiquement la hausse se répercute; médicaments, matériel scolaire, matériaux de construction, engrais, sans parler du maïs, des frijols, des pommes de terre.

L'augmentation atteint aussi les travailleurs du secteur publique qui ont réussi à se payer un véhicule, au lieu de 6,42 dollars le gallon, ils doivent payer 9,40 dollars (plus de 16F le litre NDLR).

## MOUVEMENTS DE MASSE

Les transports publics ont connu une hausse de 40%, voir plus faute de contrôle efficace. Nous comprenons que les transporteurs aient de sérieuses difficultés, mais ce n'est pas en chargeant l'usager qu'ils résoudre leurs problèmes. Car réellement, ils doivent tout acheter plus cher, les accessoires, les lubrifiants, l'essence, etc, et l'augmentation accordée est une tromperie.

Dans le "Paquetazo" l'Ingénieur Duarte (6) prévoit une augmentation des salaires de 50 colones (1 dollar = 5 colones) pour les employés du secteur public, ce qui équivaut à 5 à 6% de l'augmentation des prix. Face à 51% d'augmentation des produits pétroliers, 40% de hausse des transports, et une dévaluation de 100%, ces 50 colones n'apparaissent que comme une tentative de jeter de la poudre aux yeux.

Mais, c'est pire pour les employés du secteur privé, pour eux, Duarte s'est contenté de "prier" les employeurs d'octroyer une augmentation; ce qui n'est pas dans leurs traditions, sauf, lorsqu'elles sont arrachées par la lutte. Voici, en résumé, la réponse à la première partie de ta question.

Quant à l'UNTS, son rôle a été d'exprimer de façon très ferme son opposition, d'expliquer le sens de ces mesures à la population et d'impulser des mobilisations comme celles du 21 février ou du Forum National.

### VERS UNE REPRESSION ACCRUE

Ces derniers temps, Duarte a accru ses menaces contre les travailleurs, et en

Ces derniers temps, Duarte a accru ses menaces contre les travailleurs, et en particulier contre l'UNTS, l'accusant de suivre les consignes du FMLN; quelles perspectives syndicales vois-tu dans ce contexte? Est-il possible que s'ouvre une nouvelle période de massacres massifs comme en 1982?

Tout d'abord, il faut dire qu'il y a une raison fondamentale qui détermine la croissance et les progrès du mouvement syndical, associatif et coopératif dans notre pays, c'est la terrible situation socio-économique.

C'est un fait que dans la mesure où le peuple s'organise et commence à exercer des pressions pour que soient satisfaites ses revendications, un gouvernement comme le gouvernement démocrate-chrétien a toute la volonté et tous les moyens de réprimer, approfondira sa répression.

Je dis "approfondira" car, ne serait-ce que de juin à décembre 1985, plus de 70 dirigeants syndicaux, associatifs et coopératifs ont été capturés, torturés

et emprisonnés. Le gouvernement, par la bouche du Ministre des Communications et de la Culture, Rey Prendes, s'est félicité "Maintenant, nous ne tuons plus les gens que nous capturons, nous les emprisonnons."



LES QUATRE VOLONTÉS DE REAGAN

Malheureusement, notre administration fait les quatre volontés de l'administration Reagan et même la récente déclaration qu'a fait le Président Duarte de reprendre le Dialogue avec le Fmln sous la condition que Daniel Ortega, en fasse autant avec la Contra nicaraguayenne, est la meilleure preuve de soumission qu'il pouvait donner, car c'est sûrement une idée qui vient du Pentagone, du Département d'Etat...

Les perspectives pour l'UNTS me semblent très prometteuses; pour moi qui participe depuis de nombreuses années à la vie syndicale et associative de notre pays, je peux assurer que, sur tous les plans, ce mouvement qu'englobe l'UNTS est un mouvement que nous n'avions jamais connu dans la lutte syndicale et associative de notre pays.

De plus, il a toute les chances de se développer beaucoup plus sur le plan quantitatif et il a une grande qualité, celle de rassembler de très nombreux secteurs de la population et d'avoir une influence sur des secteurs encore plus larges. Ceci me semble très important à souligner, l'UNTS est en passe de se transformer en une véritable force sociale, capable d'apporter une solution aux problèmes de notre pays.

- (1) Coordination des principaux syndicats des secteurs privés et publics, des travailleurs agricoles.
- (2) Pacte signé en vue des dernières élections entre UPD et Parti Démocrate Chrétien, promettant des réformes sociales en échange de l'appui de la centrale UPD.
- (3) En fait une salle avait été réservée et payée mais le gouvernement a interdit 2 jours avant que la réunion s'y tienne.
- (4) Association Générale du Ministère des Finances.
- (5) Non donné à un véritable programme d'austérité présenté par Duarte.
- (6) "Ingenior" titre sous lequel est généralement nommé le Président Duarte.

Le  
d'extr  
du co  
l'olig  
sassin  
seigne  
archev

De  
dition  
à Rom  
honnêt  
Mgr. Ro

-ter  
suite  
des ho  
de so  
Grande  
dorier  
pastor  
de ce  
engage  
pauvre  
victim  
avec l

nes et  
de la  
cées p  
-le c  
(ANEP)  
de Ro  
"marxi

Ave  
son c  
ciper  
les du  
-lant  
plus é  
tés é  
le peu

Vous t

En  
une le  
lui en  
d'arré  
au g  
et to

## CHRETIENS FIDELES A LEUR ENGAGEMENT



Le 24 mars 1980, un commando d'extrême droite, aux ordres du colonel D'Aubuisson et de l'oligarchie salvadorienne, assassinait, en plein office, Monseigneur Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador.

De formation spirituelle traditionnelle (études théologiques à Rome, ainsi que d'une grande honnêteté et droiture morale, Mgr. Romero commence à s'affronter avec l'oligarchie à la suite de l'assassinat (1977) par des hommes de main de la droite de son ami, le Père Rutilio Grande, premier Jésuite salvadorien à travailler pour la pastorale paysanne. A partir de ce moment commence son engagement croissant avec les pauvres, avec le peuple chrétien victime de la répression et avec les organisations paysannes et ouvrières. Les campagnes de la droite contre lui, financées par l'Association Nationale des Entreprises Privées (ANEP), les accusations auprès de Rome le dénonçant comme "marxiste" ne l'ébranlent pas.

Avec ténacité, il continue son chemin, refusant de participer aux cérémonies officielles du gouvernement, et travaillant en rapport de plus en plus étroit avec les Communautés ecclésiales de base, avec le peuple et ses luttes.

### Vous tuez... vos frères

En février 1980, il adresse une lettre au président Carter lui enjoignant, comme chrétien, d'arrêter toute aide militaire au gouvernement salvadorien et toute intervention dans

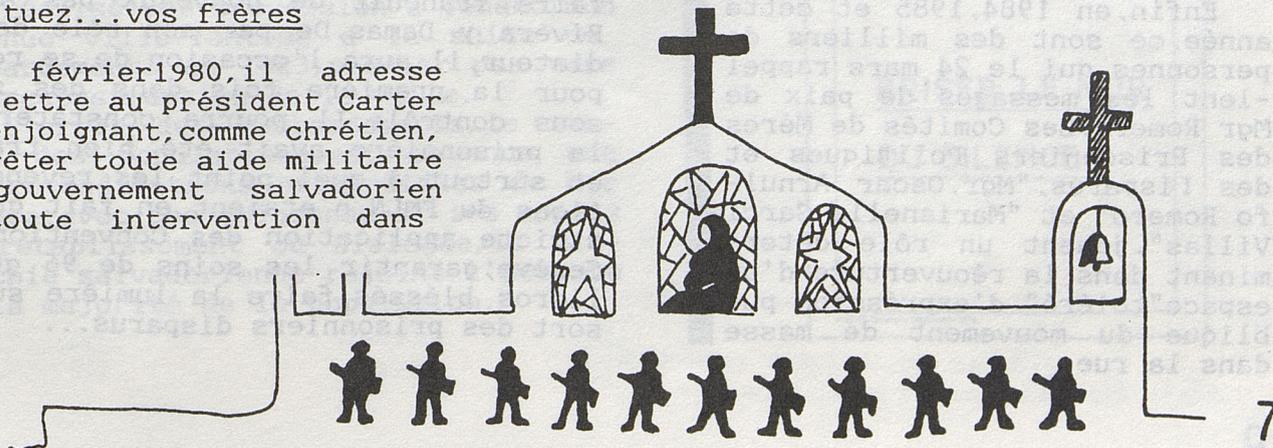
les affaires intérieures du pays. A partir de ce moment, il était devenu pour les militaires et l'oligarchie un homme à abattre.

Et finalement, l'appel à la désobéissance des soldats, "paysans en uniforme" plaçait Mgr. Romero en marge de la légalité, de l'ordre établi; et il le savait. Mais il avait compris cette vérité fondamentale et révolutionnaire de l'expérience chrétienne: c'est un devoir d'"obéir à Dieu avant d'obéir aux hommes"

"Je voudrais lancer un appel particulier aux hommes de l'armée, plus spécialement à ceux de la Garde nationale de la police et des prisons: mes frères nous sommes tous le même peuple. Vous tuez les paysans qui sont vos frères".

Le droit à la violence insurrectionnelle fut l'un des problèmes à propos duquel l'évolution de Mgr. Romero se fit grâce à la relation avec le peuple non sans conflits parfois. Dans ses deux dernières lettres il avait clairement exposé la doctrine sur le droit du peuple à l'insurrection et sur ses conditions. Cette éventualité paraissait chaque jour plus proche, il insistait:

"Les chrétiens ne craignent pas le combat. Ils savent se battre, mais ils préfèrent le langage de la paix. Mais quand une dictature porte gravement atteinte aux Droits de l'Homme et au bien commun de la nation, quand elle devient insupportable et que toutes les possibilités de Dialogue, d'entente et de raison sont anéanties, alors l'Eglise parle du droit légitime à la violence insurrectionnelle."



A ses obsèques participe une foule d'environ 200 000 personnes, dénonçant les assassins; l'impérialisme, l'oligarchie, la junte démocrate-chrétienne/militaire. La Garde Nationale tire sous la foule, faisant 35 morts et 200 blessés (témoignage de l'archevêque de Reims, Mgr. Menager).

#### L'espoir rejailit

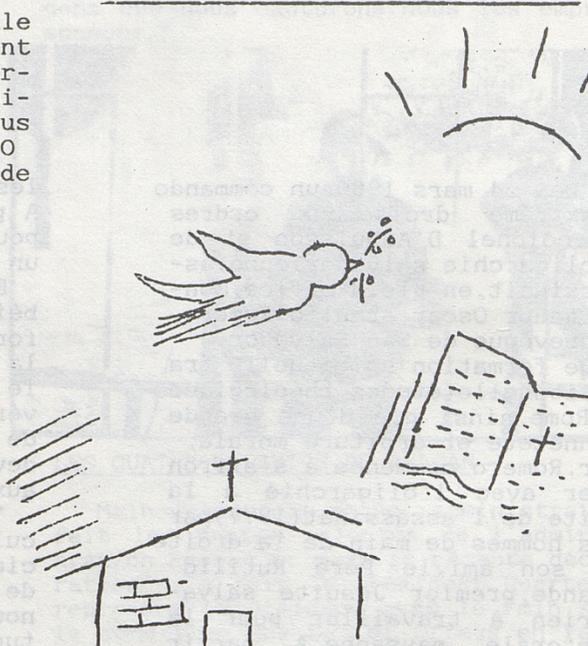
Après l'assassinat de Mgr Romero, puis celui des dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire en novembre 1980, les Chrétiens, comme l'ensemble de la population voient se fermer brutalement tous les espaces d'expression légale. Une grande partie des prêtres, menacés, doit soit s'exiler, soit prendre le chemin des zones sous contrôle du FMLN, la hiérarchie, avec le remplaçant de Mgr Romero, celui qui deviendra en 1984, Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador devient très prudente, très discrète.

On est loin des prises de positions pleines de fermeté de son prédécesseur, des condamnations énergiques du régime et de la reconnaissance du "droit à l'insurrection"!

Il faudra attendre que le FDR -FMLN ait fait les preuves de sa représentativité, aussi bien sur le territoire national, que sur le plan international, pour que l'Eglise, s'engage fermement en faveur d'une solution négociée du Conflit.

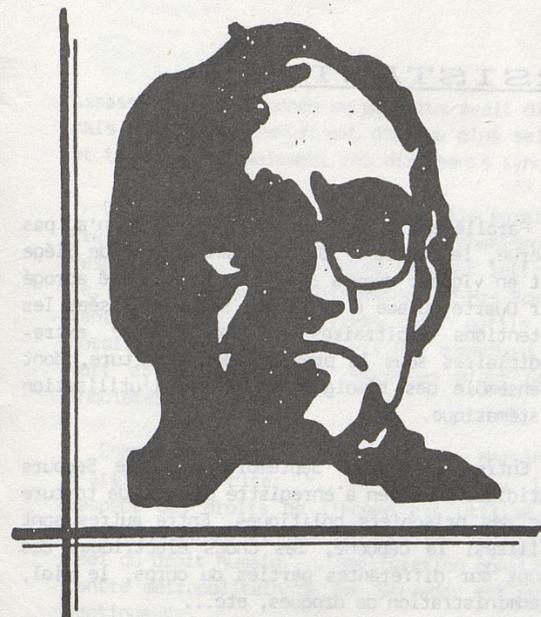
A La Palma et Ayagualo, l'Archevêque sera un médiateur reconnu par les deux parties.

Enfin, en 1984, 1985 et cette année, ce sont des milliers de personnes qui le 24 mars rappellent les messages de paix de Mgr Romero. Les Comités de Mères des Prisonniers Politiques et des Isparus, "Mgr. Oscar Arnulfo Romero" et "Marianella Garcia Villas", jouent un rôle déterminant dans la réouverture d'un espace "toléré" d'expression publique du mouvement de masse dans la rue.



Par leurs manifestations régulières sur le parvis de la cathédrale, devant l'Ambassade des Etats-Unis, et devant d'autres églises de la capitale, elles ont réaffirmé le droit du peuple salvadorien à la justice, au respect et à la paix.

Fin 1985, la capture de la responsable de Radio Libertad, responsable de la campagne électorale du Président et fille de celui-ci, Inès Duarte, va faire franchir de nouveaux pas à Mgr Rivera y Damas. De par son rôle de médiateur, il aura l'occasion de se rendre pour la première fois dans des zones sous contrôle. Il pourra constater que la prisonnière avait été bien traitée et surtout à quel point les revendications du FMLN, n'étaient en fait que la stricte application des Conventions de Genève, garantir les soins de 96 guérilleros blessés, faire la lumière sur le sort des prisonniers disparus...



#### Droit au respect, Droit à la vie

Même au coeur de la période la plus noire, il est juste de rappeler le rôle vigilant de dénonciation de "Tutela legal" et du "Secours Juridique de l'archevêché" qui jour après jour avaient le triste privilège de recueillir les dénonciations de toutes les violations de Droits de l'Homme.

Depuis 1985, le CRIPDES, Comité Chrétien Pour les Déplacés du Salvador, a pour objectif d'organiser le retour des habitants dans leur localité d'origine, organise des marches et des rassemblements pour obtenir que les forces armées ne bombardent pas les populations qui se réinstallent. En juillet, par exemple, avec la participation de Mgr Chavez, plusieurs centaines de personnes ont réalisé une procession à Tenancingo devenue ville-fantôme à la suite de bombardements en 1983, premier pas vers une reconstruction de la ville.

L'arrêt des bombardements, le respect des populations, est devenue une des revendications primordiales de Mgr Rivera, avec ces exigences et les appels au rétablissement du Dialogue, la hiérarchie salvadorienne rejoint l'attente de la majorité de la population.

#### REFUGIES.. Réfugiés..

##### Une mission internationale, composée de

-Le Père Maurice Barth, prêtre, représentant la CIMADE,

-Maître Claude Katz, Avocat, représentant la FIDH,

-Monsieur Anto Hartikainen, juriste finlandais, représentant la Ligue de Défense des Droits de l'Homme en Finlande

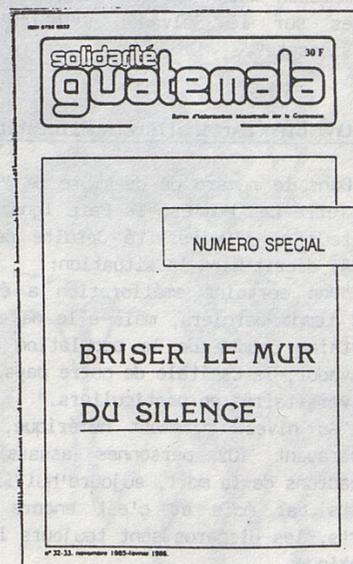
S'est rendue du 1er au 10 février 1986, au HONDURAS, afin de s'informer sur la situation des Réfugiés salvadoriens dans ce pays.

Cette mission a été organisée par diverses organisations et humanitaires non gouvernementales, sensibilisées à la suite des événements qui se sont déroulés le 29 août 1985 (voir Infos-Salvador N°2); Ce rapport est disponible à la CIMADE, 176 rue de Grenelle 75007 Paris.

#### Vient de Paraître:

COMMANDES AU COLLECTIF  
GUATEMALA, 67 rue du Théâtre  
75015 PARIS

Abonnement annuel 50F



LA TERREUR PERSISTANTE

La commission d'investigation de l'administration nord-américaine a publié son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Salvador sur la base des déclarations du gouvernement salvadorien constatant une "amélioration générale".

De son coté le gouvernement salvadorien par le biais du chancelier Castillo Claramount a annoncé son intention d'entamer auprès de l'ONU une action en vue que cette organisation cesse de classer le Salvador dans les "cas spéciaux" qui font l'objet d'un examen annuel de la situation des droits de l'homme. Le chancelier justifiant sa démarche par le caractère "indiscutablement démocratique" du gouvernement Duarte qui a fait des droits de l'homme une des priorités de sa politique.

Rappelons pourtant que la résolution de Décembre 1985 de l'Assemblée Générale de l'ONU exprimait sa: "profonde préoccupation car il continue à y avoir au Salvador de graves et nombreuses violations des droits de l'homme dues surtout au non respect des règles humanitaires de la guerre."

On peut se demander si l'administration Reagan parle du même pays lorsque l'on se rapporte aux récents bilans d'Amnesty International ou celui d'American Watch dont le dernier rapport de 152 pages sur le Salvador s'intitule: "La Terreur Persistante".

1) Une bien particulière amélioration:

Dans le numéro de décembre de "Défi" la revue de Terre des Hommes, le Père Ignacio Martin vice recteur de l'Université Jésuite de San Salvador (UCA) décrit bien la situation:

"Une certaine amélioration a été enregistrée ces temps derniers, mais elle ne concerne qu'une certaine couche de la population qui vit à San Salvador, la capitale de notre pays. Il s'agit des universitaires en particuliers."

"Au niveau purement numérique, s'il y avait auparavant 102 personnes assassinées par les escadrons de la mort, aujourd'hui il y a encore 50 morts par mois et c'est encore terrible! Les morts, les disparus sont toujours là. La torture continue..."

"On doit dire que le véritable respect des droits de l'homme n'existe pas au Salvador."

Parallèlement la répression légale n'a pas décréue, le décret n°50 instituant l'Etat de Siège est en vigueur depuis 6 ans et n'a pas été abrogé par Duarte. Grace à ce décret sont légalisées les détentions arbitraires et les "aveux" extra-judiciaires sous la pression de la torture, dont l'ensemble des témoignages atteste l'utilisation systématique.

Entre janvier et Septembre 1985, le Secours Juridique Chrétien a enregistré 687 cas de torture sur des prisonniers politiques. Entre autres sont utilisés: la capuche, les chocs électriques des coups sur différentes parties du corps, le viol, l'administration de drogues, etc...

La Commission de Défense des Droits de l'Homme d'El Salvador (CDHES non gouvernementale) enregistre en 1985 que sur 467 personnes ayant été enfermées à la prison de Mariona pour motif politique, 22 ont été libérées. De même 45 femmes ont été enfermées dans la centrale d'Ilopango. Le nombre total de prisonniers politiques dans le pays d'après cette organisation se porte à 482.

Parmis les secteurs les plus touchés figurent les travailleurs et les syndicalistes. Le congrès de FENASTRAS, confédération ouvrière, de novembre 1985 à San Salvador a dénoncé que durant les 8 premiers mois de cette l'année 24 syndicalistes ont été assassinés et 66 autres emprisonnés par les forces gouvernementales. Plus d'un millier de syndicalistes ont été licenciés pour leurs activités. Le congrès a constaté que comparativement aux années précédentes le nombre de travailleurs

ASSASSINATS EN 1985 PAR MOIS

Janvier	227
Février	200
Mars	128
Avril	168
Mai	116
Juin	119
Juillet	120
Aout	163
Septembre	83
Octobre	113
Novembre	146
TOTAL	559

assassinés, emprisonnés ou disparus avait diminué, mais que la repression est devenue plus selective et touche principalement les dirigeants syndicaux.

D'autre part les promesses électorales du Président Duarte concernant le chatiment des responsables d'exactions sont restées lettre morte. Les enquetes sur l'assassinat de Mrs Romero et tant d'autres sont enterrées. Bien qu'ils soient notoirement connus les chefs des escadrons de la mort et les militaires génocides n'ont pas été inquiétés.

Comme le note le Père Ignacio Martin dans l'article pré-cité: "...le respect ou le non respect des droits de l'homme est utilisé à des fins politiques et non en fonction d'un respect réel du droit humain...L'amélioration constatée au centre métropolitain de San Salvador est purement tactique."

Le Secours Juridique Chrétien de San Salvador renseigne pour 1985 le chiffre de 1655 civils assassinés pour motifs politiques par les forces de sécurité du gouvernement ou par des groupes paramilitaires et 145 autres personnes disparues.

### 2) Le dessous de l'Iceberg:

Malgré le tableau peu réjouissant la situation dans la capitale sert à justifier la légitimité du régime Salvadorien, son caractère "indiscutablement démocratique" et les plus de 1 million de dollars d'aide militaire quotidienne de la part des USA.

Mais ces millions aussitôt arrachés au vote du congrès à coup de "bilan démocratique" du gouvernement Duarte se transforment en pluie de bombes sur la tête des paysans salvadoriens.

Dans les campagnes où le journaliste prudent ne s'aventure pas: l'économie s'est la guerre. La population civile étant le support économique du FMLN c'est donc un objectif militaire. La stratégie de l'état major est de frapper la guérilla dans sa base de sustentation. La population, les habitations, les cultures, les reserves sont des cibles pour les bombardements ou les incursions de l'armée.

La situation des droits de l'homme c'est de fait considérablement empirée avec la systéma-



tisation des "bombardements d'usure" et les "opérations de dépeuplement" dites également "de nettoyage". Le déroulement habituel d'une opération militaire est constitué de bombardement aériens massifs préliminaires, suivis d'une incursion terrestre d'encerclement et d'arrestation de civils. Tutela Legal, organisme de l'Archevêché de San Salvador rapporte 306 témoignages relatant les atrocités commises: décapitations, viols, destructions, etc...

Les civils capturés sont remis à des institutions humanitaires pour ensuite être parqués dans les camps pour réfugiés grossissant ainsi les 500.000 déplacés internes dans le pays.

Leur avenir est de vivre entassés dans des conditions de promiscuité, de sous-alimentation, d'insalubrité et de menace constante. Est-ce la préfiguration de l'avenir de paix et de progrès que promet Duarte s'il triomphe de la guérilla.

Ignacio Martin qualifie fort à propos le discours duartiste d'Orwellien.

Au cours des dix derniers mois de 1985 l'armée a réalisé 1081 attaques aériennes ou d'artillerie contre des populations civiles soit un rythme supérieur à 3 par jour.

Relativement à cette stratégie l'équipement aérien de l'armée salvadorienne s'est considérablement renforcé. Durant l'année le nombre des chasseurs bombardiers A-37 est passé de 6 à 9, celui des hélicoptères de combat de 40 à 61 dont 6 Hughes 500 capables de tirer 4000 coups par minute de calibre 7.62 mm et d'atteindre la vitesse de 257 km/h.

Le nombre de victimes civiles se chiffre par centaines et l'armée rapporte dans la presse comme des faits d'arme la destruction d'hôpitaux de campagne. Duarte interdit le passage de médicaments et de matériel médical vers les zones en conflit. Deux médecins humanitaires français se sont vu récemment interdits d'activité. Le peuple essaie de se soigner avec des moyens de fortune.

On comprend que le régime salvadorien et l'administration Reagan ait tout intérêt à cacher cette réalité. Les voix qui, au Salvador même, s'élèvent contre le massacre sont menacées.

Ainsi le 8 Novembre, Joaquin Antonio Càceres, secrétaire à l'information de la CDHES et Jorge Alirio Ponce Martínez, membre de la même organisation fondée en 1978 sous les auspices de Mrs Oscar Arnulfo Romero, étaient arrêtés par des "civils fortement armés".

Dans un témoignage au Secours Juridique Chrétien, recueilli en prison, J.A. Càceres relate les traitements qu'il a subi à la Police Nationale: coups sur la poitrine et l'estomac, menaces de strangulation, coups sur la bouche et sur le nez pour l'empêcher de respirer, puis ensuite sur la tête.

La police accuse J.A. Càceres d'être membre du FMLN sous la seule foi d'un document signé sous la contrainte. Cette accusation devient systématique contre toute opposition ou revendication: les intellectuels et universitaires, les mères de prisonniers et disparus, les ouvriers et employés grévistes.

Au Salvador cette accusation est mortelle car elle signifie que tout peut arriver...

### UNE SALVADORIENNE TORTURÉE AVEC LA COMPLICITÉ DE L'AMBASSADE US

Le Sunday Times a rapporté en décembre dernier les faits suivants.

Graciela Menéndez de Iglesias, âgée de 34 ans, employée de l'ambassade nord-américaine de San Salvador a été arrêtée et interrogée par des officiers de cette ambassade et dans ses locaux.

Au bout de quatre heures elle fut ensuite remise à la police salvadorienne aux portes de l'ambassade.

Durant sa détention Graciela Menéndez a été torturée et violée plusieurs fois. Des fonctionnaires de l'ambassade l'ont interrogée de nouveau à son lieu de détention. Ils voulaient lui faire dénoncer les membres de la guérilla infiltrés à l'ambassade.

Une décision judiciaire, et une menace de scandale, ont permis la libération de Graciela qui a pu se réfugier au Mexique.



DES ACTIVITES INCESSANTES

Depuis le début de l'année les opérations de nettoyage de l'armée ont sans nul doute porté des coups très durs à la population des zones sous contrôle du Front Farabundo Martí de Libération Nationale.

Lors de l'opération "Phénix", de nombreux "tatous" (abri anti aérien) ont été détruits, des réserves de médicaments confisquées, etc.

Habitations, cultures, tout a été réduit en cendres.

Au Chalatenango, dans un "tatou", l'armée a même capturé 7 civils blessés par les bombardements, pour lesquels l'archevêque de San Salvador a demandé l'autorisation d'être soignés à l'étranger.

Cependant, les capacités d'initiative du FMLN, ne semblent pas être sérieusement entamées, loin de là.

Quelques exemples peuvent permettre de se faire une idée:

- plusieurs paralysations générales du trafic routier ont déjà été décrétées par le FMLN depuis le début de l'année; pour celui qui a débuté le 16 janvier, la revue "Proceso" publication éditée à la UCA (Université Centro-Américaine, jésuites) soulignait: "pour la première fois, une campagne contre la circulation se sera fait sentir dans les 14 départements, malgré l'intense vigilance déployée par les Forces Armées par terre et par air..."

- le 16 janvier toujours, le FMLN détruisait la mairie de la localité d'El Refugio, la plus occidentale des localités atteintes par les activités du FMLN (même Proceso).

- le 22 février, en pleine opération "Phénix", le FMLN attaquait une position proche de La Palma, gardée par 200 soldats, causant une trentaine de pertes à l'armée.

- 2 jours plus tard, Radio-Vencemos annonçait que des unités conjointes appartenant à la Brigade "Rafael Arce Zablah" (ERP) et au l'Ensemble de Bataillons "Felipe Peña Mendoza" (FPL) avaient détruit l'exploitation de coton de La Hacienda La Carrera (Usulután) gardée

par 250 soldats, détruisant quelques 5 millions de francs de coton, ainsi que de bâtiments destinés à la troupe.

- le 27 février, c'est sur les pentes même du volcan Guazapa, là où ont eu lieu une bonne partie des opérations de nettoyage de l'armée, que le FMLN attaquaient une exploitation électrique et un bâtiment militaire.

- enfin, les 11 et 14 mars, le FMLN attaquaient les faubourgs de San Salvador, respectivement, Mejicanos et San Ramon.

Sabotages de l'économie de guerre, paralysie des transports routiers, actions armées aussi bien dans l'"Occident" du pays, arrière garde du régime, que contre les environs immédiats de la capitale, le FMLN malgré les offensives des Forces Armées, affirme sa présence dans l'ensemble du territoire.

Et aussi bien sur le plan militaire que sur le plan politique, Reagan et Duarte ont encore fort à faire pour étendre la "Pax Americana" au Salvador. Sur la défensive sur le plan diplomatique où il est incapable de répondre de façon crédible aux propositions de Dialogue du FMLN, Duarte est aussi en très mauvaise passe sur le plan interne où le plus large mouvement social depuis le début de la guerre s'oppose à sa politique économique et sociale, et réclame des négociations de paix.

oo



## POUVOIRS POPULAIRES LOCAUX VIVRE SOUS LES BOMBES

La guerre, la nécessité de se défendre et de subsister, a amené progressivement la population des zones sous contrôle du FMLN à prendre en charge sa propre organisation.

Ainsi sont nés les Pouvoirs Populaires Locaux (PPL).

Lors de soirées-débats organisées à Paris et à Toulouse, nous avons eu l'occasion d'interroger Omar, paysan représentant des PPL, et Ralph, médecin internationaliste travaillant au Chalatenango.

### Que sont exactement les PPL ?

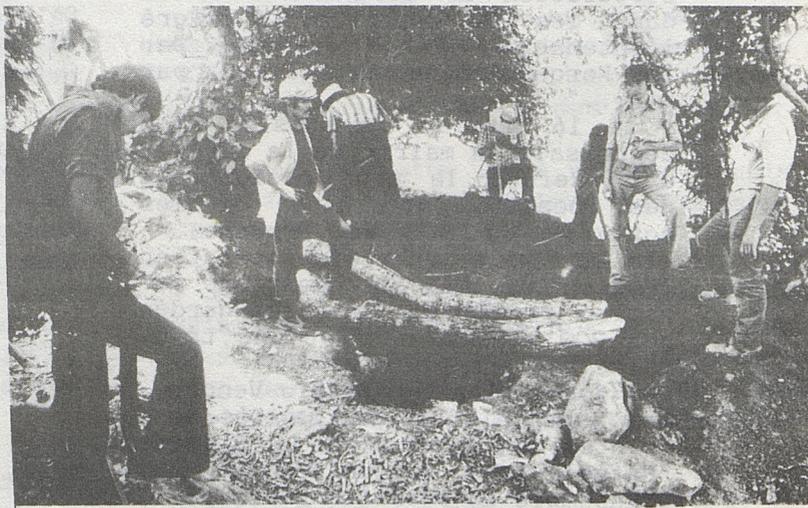
Un PPL regroupe entre 800 et 1700 personnes réparties en plusieurs hameaux. Il en existent actuellement dans presque toutes les zones contrôlées par le FMLN. Les responsabilités d'un PPL couvre six domaines: production, autodéfense, santé, éducation, affaires juridiques, information et culture. La plus haute autorité du PPL est l'assemblée générale à laquelle participe toute la population. C'est elle qui désigne les six responsables de secteur, le président du PPL - qui coordonne le travail -, elle prend les décisions et veille à leur application.

### Comment vit la population des PPL, comment résiste-t-elle aux bombardements ?

"Nous vivons en état d'alerte permanente," explique Omar, "et nous ne restons jamais plus de deux mois au même endroit. La nuit, des avions de renseignement nous survolent. L'Armée sait où nous sommes, mais nous nous déplaçons rapidement dans les forêts et les montagnes pour échapper à leurs attaques. Nous savons distinguer les dif-

férents avions et types d'attaques: les mortiers nous maintiennent dans une tension constante, mais nous n'abandonnons pas notre travail. L'arrivée d'un avion A-37, que l'on entend de loin, nous oblige à nous réfugier dans les abris anti-aériens. Il lance une série de bombes sur nos huttes et nos cultures. Après l'attaque, nous reprenons le travail en reconstruisant tout ce qui a été détruit. Nos cultures, cibles faciles des bombardements, ne sont plus concentrées comme auparavant en un seul endroit, mais éparpillées en petites parcelles. Nous avons trois types de production:

- collective, ces terres sont travaillées par le PPL; une partie de la récolte est réservée aux combattants,
- collective, la récolte est réservée aux orphelins, vieillards, etc.
- individuelle par famille



Abri antiaérien

Nos récoltes et les matériaux sont enterrés et dispersés, car chaque mois il y a une incursion de l'armée qui peut durer 24h sur 24. Le peu que nous avons est déjà emballé et prêt à transporter.

### Les quindas

Quand les bataillons d'élites envahissent nos zones, nous les abandonnons immédiatement. Nous appelons la fuite "quinda". Tout le monde, même les enfants, a sa ration de nourriture toujours prête: du maïs, du sucre, de la farine de poisson. Après des nuits entières de marche, il ne nous reste souvent plus rien à manger, mais il faut attendre que l'opération termine et échapper aux bataillons entraînés aux Etats Unis."

Les invasions et les bombardements causent de nombreux blessés. Les armes bactériologiques provoquent des blessures qui ne guérissent que très difficilement. Les enfants, les femmes et les vieillards sont grièvement blessés par des tirs et des éclats de bombes.

Les PPL ont créé une infrastructure médicale minimale des hôpitaux de campagne, des brigades sanitaires, etc. Ralph, médecin, explique:

"Les blessés sont transportés dans des hamacs où sur des mules. Nous faisons des opérations sur de tables en bambou dans des cabanes. Ma première intervention chirurgicale était une expérience importante.

Les cliniques populaires dans les villages ont un poste sanitaire, mais nous avons très peu de gens qualifiés. Le PPL a créé une école de santé pour des jeunes de 13-16 ans où ils apprennent les connaissances de base. Les patients qui restent longtemps à l'hôpital aident à soulever les autres suivant les instructions du médecin.

Nous nous heurtons à de nombreux problèmes tels que le manque de connaissances en mathématiques pour le dosage des médicaments: la plupart des gens ne savent pas multiplier, ni lire et écrire...



Des campagnes préventives contre la malaria et les parasites sont nécessaires, mais les vaccins sont très chers. Nous faisons des campagnes d'hygiène pour la construction de latrines. Et nous avons fait une expérience très importante: avant de commencer à construire les latrines, il faut convaincre la population de leur utilité.

Les participants de l'assemblée du PPL discutent toute sorte de problèmes. Par exemple, l'idée existante de la médecine est en contradiction avec la traditionnelle dans les campagnes. La propagande de l'industrie pharmaceutique a formé l'image de la santé en fonction de la quantité des médicaments ingurgités. ("Bayer c'est bon").

Notre concept de la médecine veut éviter qu'elle soit une simple médecine de distribution de médicaments. Le but est la participation de la population à la mise en place des nouvelles structures de santé.

Les PPL disposent de très peu de ressources matérielles, ils manquent de médicaments, de pansements, d'instruments chirurgicaux, de matériel de stérilisation, etc.

Malgré cette pénurie et les bombardements, d'anciens habitants retournent à leurs villages dans les zones sous contrôle du FMLN."

## Opération "Phoenix", "Carlos"...

Tandis qu'Omar et Ralph nous donnent leur témoignage, au Salvador, l'Armée vient de lancer plusieurs opérations militaires: dans les départements de Cuscatlán, Chalatenango, San Vicente, Morazán...

Selon le CRIPDES, le Comité Chrétien des Déplacés), 1045 personnes ont dû quitter leurs hameaux à Guazapa depuis le début de l'opération "Phoenix", le 10.1.1986. Environ 400 paysans ont été capturés par l'armée, 20 emprisonnés à Marion, d'autres ont été amenés aux refuges et un nombre inconnu se trouvait encore encerclé par l'armée (...), 445 maisons ont été brûlées, ainsi que les cultures de maïs. (1)

A la suite de cette opération le chef de l'Etat Majeur se vante de la destruction de 18 hôpitaux de campagne, de 206 abris hôpitaux de campagne, de 206 abris antiaériens, ... (2)

Ces opérations font partie de la guerre de contreinsurrection tracée par le Pentagone US-américain. Jusqu'à 1982 les Forces Aériennes Salvadoriennes avaient exécuté 110 bombardements; en 1984, 676 attaques aériennes. Entre octobre-novembre 1985, 700 bombardements ont été exécutés.

Dans les cinq dernières années, 450 000 personnes ont dû abandonner leur domicile et vi-

vent déplacées à l'intérieur du pays. Sur une population de 5 millions d'habitants, 1 million est réfugiée à l'extérieur du Salvador. (3)

Or, le gouvernement salvadorien est signataire de la Convention de Genève de 1949, ainsi que des protocoles additionnels de 1971 pour la protection de la population civile dans des conflits armés.

C'est à l'opinion internationale d'exiger du gouvernement le respect de l'article 13 du Protocole 11 qui "protège les populations civiles contre les dangers inhérents aux opérations militaires" et "proscrit que les civils soient l'objet d'attaques." (4)

1) Proceso, VI, 227, 3.3.1986

2) ibid., 225, 17.2.1986

3) Radio Venceremos, Signal de Liberté, III, 16, février 1986

4) Colloque: Le droit international et humanitaire dans le conflit d'El Salvador Paris, Janvier 1984.

## Solidarité El Salvador

Le 9 avril s'est tenue une journée de solidarité avec ANDES, le syndicat des enseignants salvadoriens, au Théâtre de l'Union à l'UCJG de Paris.

Vilma Soto Campos, la représentante d'Andes, a présenté la campagne de alphabétisation dans les zones contrôlées par le FMLN.

Ont animé la soirée: Karaxú, le groupe de musique du Chili (contact: 45 34 14 96), un groupe de danse d'élèves et enseignants d'un lycée de Beauvais, le groupe salvadorien Teatro Guanaco (contact: 48 59 38 31). Leur pièce "Torito Pinto" - d'après une chanson populaire - peut être présentée dans des écoles, centres de jeunes, etc. Thèmes: la soumission des peuples indigènes, les communautés chrétiennes de base, les bombardements des campagnes.

Une affiche pour le XXI<sup>e</sup> anniversaire d'Andes a été tirée: "Nous voulons la justice et la paix" (3 couleurs, 10 F l'unité).

## LA VOIX DES DEPLACES

Le Cripdes, Comité Chrétien Pour les Déplacés du Salvador, vient d'établir un premier bilan de l'"Opération Phénix"

Vingt sept hameaux et petites localités ont été détruites depuis le 10 janvier dans la zone basse de Guazapa. 462 maisons ont été brûlées, 300 man-zanas de maïs incendiées, ainsi que 140 fanegas(1) de maïs déjà récoltés, autant de millet, plusieurs milliers de volailles ont subi le même sort.

Arbres fruitiers, animaux domestiques, bétail, arbres fruitiers et plantations familiales, rien n'a été épargné. Tout ce qui pouvait permettre la subsistance des paysans a été systématiquement détruit.

### LA POPULATION, OBJECTIF MILITAIRE

245 personnes qui n'ont pu fuir à temps ont été tuées, 42 personnes sont portées disparues et 1345 autres ont été capturées, frappées, victimes de mauvais traitements et de tortures, transportées d'une garnison à l'autre... 20 personnes ont été emprisonnées et les autres ont été conduites aux refuges de Calle Real, Betania, Domus Maria, et d'autres (il faut souligner que ces refuges sont déjà plus que surpeuplés!).

Le but des Forces Armées est d'obtenir un changement de l'environnement social, en particulier de Guazapa, afin d'installer de nouvelles populations, "défendues" par des groupes paramilitaires, bien surveillées, bien contrôlées.

### LA VIOLENCE S'ETEND

Chalatenango, Morazan et la Côte de l'Ususlutan sont victimes de la même tactique; ratissages, mitraillages, viols et multiples opérations destinées à provoquer la terreur... Dans le hameau de Las Arañas, un adolescent a été pendu, nu et le visage défiguré, devant des centaines de paysans et d'enfants terrorisés.

A Arcatao, 85 habitants ont été encerclés par l'armée dans l'Eglise où ils s'étaient réfugiés et menacés d'être conduits de force à la caserne de Chalatenango, avant d'être finalement conduits au refuge de Calle Real sous la protection de la Croix Rouge Internationale.

Malgré sa crainte la population résiste

Le 28 janvier, sur les marches de la Cathédrale de San Salvador, une conférence de presse fut organisée et, les déplacés, rendirent public de nombreux témoignages. Le 5 février, le Cripdes et des déplacés de Guazapa, manifestèrent en direction de la Maison du Président. Le 13, plus de mille réfugiés réalisaient une grève de la faim en solidarité avec les déplacés qui s'est prolongée plus de 22 jours... le 13 mars, nouvelle marche vers la Maison présidentielle... et à la Cathédrale de multiples activités ont eu lieu.

Mais la solidarité dont font preuve les déplacés entre eux est particulièrement remarquable; distribution d'aliments, alphabétisation etc.

A cause de la guerre, ce sont des millions de Salvadoriens qui sont touchés par les délogements (plus d'un demi-million de déplacés, un million de réfugiés), sans compter ceux qui survivent au milieu des destructions et des bombardements, les centaines de milliers de chômeurs et de sans emploi, et tous ceux qui ne gagnent pas de quoi nourrir une famille...

Note(1) Manzana; 1 hectare=1,43 Mz

## TEMOIGNAGES

Moi, Francisco Guardado du canton El Zapote, juridiction de Suchitoto, département de Cuscatlan, témoigne;

Le 10 janvier, commença l'opération "Phénix"...Le bombardement débuta à 6 heures du matin et se prolongea 6 heures durant, tandis que les soldats s'approchaient. Je sortis alors par un chemin couvert et j'y suis resté 15 jours caché, souffrant la faim et la soif. Les soldats brûlèrent tout puis partirent par la route qui conduit d'Aguilares à Suchitoto. Je pus donc boire et retrouver d'autres habitants. La nuit, nous partîmes, rencontrant des corps de femmes et d'enfants assassinés...A El Carrisal nous étions plus de 160 à chercher refuge dans l'Eglise, et déjà, l'Eglise réclamait de la nourriture pour nous. Mais nous ce que nous demandions c'est à pouvoir retourner chez nous, à condition que nos vies soient respectées. Cependant la Croix Rouge vint en disant qu'ils allaient nous emmener à Calle Real, que l'Archevêque et les soldats avaient pris un accord, comme quoi on nous laisserait passer. Mais au premier barrage, ils nous retinrent et nous prirent les identités, l'emprunte des 10 doigts et nous photographièrent.

Finalement ils nous amenèrent à Calle Real, mais l'eau y est polluée par toute l'eau sale qui descend de San Salvador. C'est pour cela que je suis venu me réfugier à la Cathédrale...

Moi, Mario Menjivar du Canton el Zapote...témoigne sur l'opération Phénix, ainsi nommée par le gouvernement...

...Ce qui nous toucha particulièrement est que nous d'avoir dû tout laisser dans nos cabanes...En courant, je vis quelques corps victimes des bombardements.

...Nous étions réfugiés dans des rocailles, et si nous nous étions montrés, les soldats nous auraient tués. Nous y restions nuit et jour. Au bout de 5 jours les enfants se mirent à pleurer à cause de la faim et la soif. ...Nous pûmes construire des radeaux avec des clôtures de jardin et nous pûmes arriver au Chalatenango, guidés par ceux qui savaient nager...

Après 8 jours sans manger ni dormir nous arrivâmes à l'Eglise d'El Carrisal...

Note; "La Voz de los Desplazados" est disponible en photocopies au Comité Salvador: 15 Francs port compris.

informations

10 frs

**SALVADOR**

Comité de Solidarité avec le Salvador 68, rue de Babylone 75007 Paris.  
Téléphone : 555.25.54.

*Solidarité*

# EL SALVADOR:

**BRISONS  
LE MUR DU SILENCE !**

Depuis 7 ans, le plus petit pays d'Amérique Centrale, El Salvador, a payé de plus de 65 000 morts sa volonté de lutter pour l'indépendance, l'auto-détermination et la justice sociale.

**Pourtant c'est un pays oublié!**

**... Mais pas par tous!**

L'administration Reagan, cachée sous la facade "démocratique" du président Duarte, a fourni une aide économique de 25 milliards de dollars. Pour le peuple salvadorien, cette aide signifie des bombardements, des opérations de ratissage, la politique de la "terre brûlée" dans les zones rurales, des centaines de milliers de réfugiés et de déplacés, une répression féroce. Pourtant le gouvernement nord-américain commence à être isolé. Cette intervention est loin d'avoir l'approbation de l'opinion publique des Etats-Unis.

Le 25 avril, des milliers de personnes se préparent à manifester, dans la rue, à Washington et à San Francisco, contre la politique d'intervention de l'administration Reagan.

**En France, les médias se taisent.**

**IL est temps de briser ce silence...**

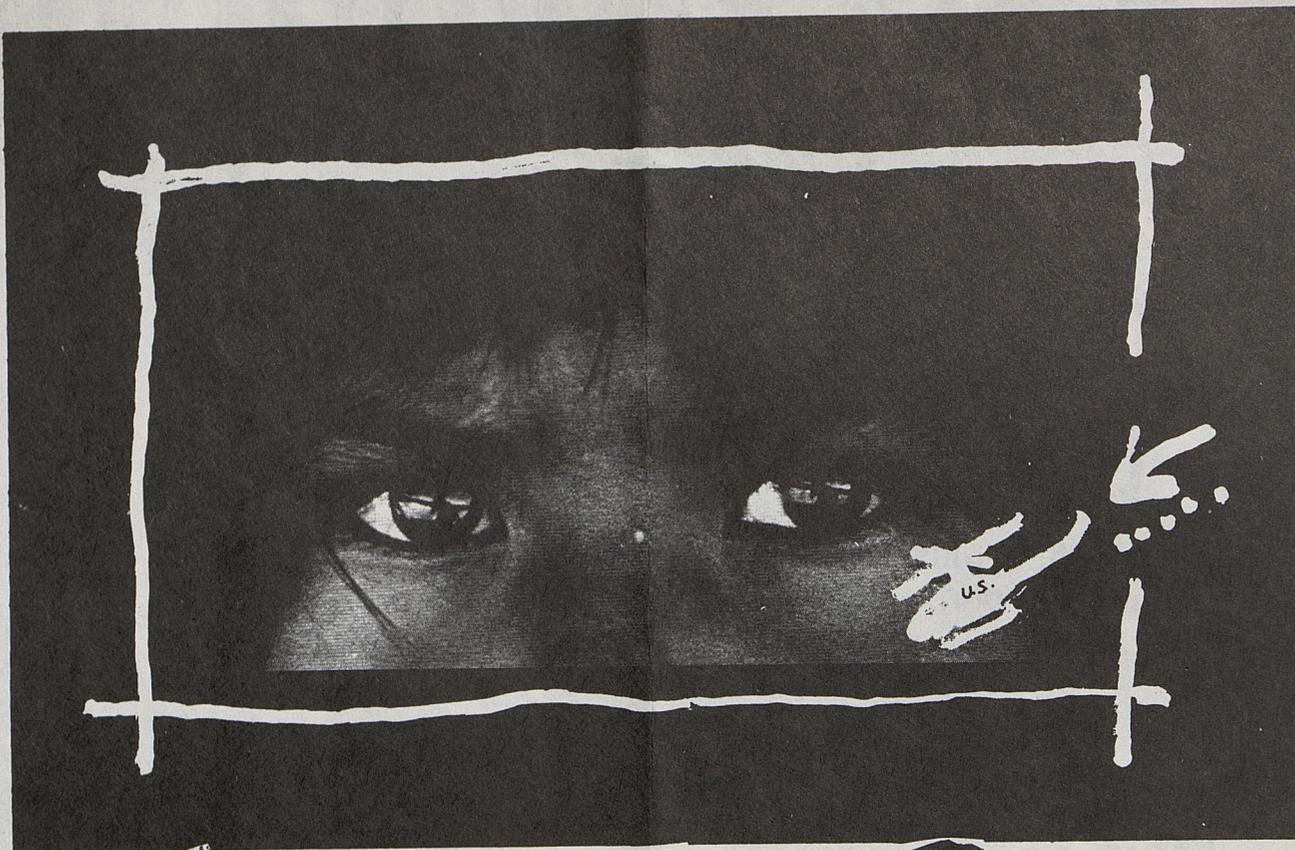
**UN DIAPORAMA SUR LA VIE DES PAYSANS DANS LES ZONES  
SOUS CONTROLE DU FRONT FARABUNDO MARTI POUR LA  
LIBERATION NATIONALE, SUIVI D'UN DEBAT.**

**REPAS URUGUAYEN ET LA SALSA !**

**Venez nombreux**

**COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE D'EL SALVADOR**

4P10954



# SALSA

**POUR**

# EL SALVADOR



Le samedi 25 avril à 20h.  
nous vous invitons à venir discuter et danser:  
au 14 rue de Nanteuil-75015 Paris.  
Métro: Plaisance ou Convention. PAF: 20 frs.

